

Inter-réseaux - Bulletin de veille n°148 - 20 août 2009

Veuillez trouver ci-dessous un nouveau bulletin de veille sur le développement rural.

Ce mois-ci, des références autour des organisations paysannes, du Sénégal, du foncier, des politiques agricoles, du coton, etc.

N'hésitez pas à réagir par retour de mail à l'une ou l'autre de ces références, ce bulletin de veille est aussi l'occasion d'engager le débat au sein d'Inter-réseaux.

Vous pouvez également consulter ce bulletin sur le site web d'Inter-réseaux : www.inter-reseaux.org

Bonne lecture.

L'équipe d'Inter-réseaux Développement rural

Organisation paysanne

Une image nationale de la productivité au Sénégal composée par 9 images contrastées

Fongs, août 2009

La FONGS a organisé un grand atelier national intitulé : « Evaluation de la problématique de la productivité des exploitations familiales au Sénégal ». L'atelier a regroupé une cinquantaine de participants parmi lesquels on retrouve des membres de la FONGS et des invités provenant de divers horizons institutionnels. Retrouvez les exposés de l'atelier présentant les images de la situation vécue par le paysan sénégalais, autour des thèmes : productivité des exploitations familiales ; maîtrise de l'espace ; quelle économie, quelle société.

<http://www.fongs.sn/>

Poids des organisations paysannes : le Roppa pour des élections de représentativité

Walf Fadjri, 11 août 2009

Selon Ndiogou Fall, président du Réseau des organisations paysannes et producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (Roppa), « ce qu'il faut régler au Sénégal, c'est la question de la représentativité des structures faïtières qui s'activent pour la défense des intérêts des paysans. C'est une étape qu'il faut franchir ». Mais, pour lui, l'organisation d'une telle élection, en raison de la diversité des acteurs et de la complexité de la question, requiert au moins deux ans de préparation.

http://www.walf.sn/economique/suite.php?rub=3&id_art=57609

L'État va réduire le cercle de ses interlocuteurs

Sudonline, 19 août 2009

Des centaines d'organisations paysannes sont recensées dans le monde rural au Sénégal. Ce qui met l'État dans une situation où il fait face à de multiples interlocuteurs pour discuter des problèmes des paysans. Le syndicat national des agriculteurs, pêcheurs et pasteurs dont la mise en place effective est prévue dans un mois, est censé mettre de l'ordre.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article20001>

Coton – Afrique de l'Ouest

Perspectives de la campagne cotonnière 2009/10 en Afrique Zone Franc

Sequencemedia, 31 juillet 2009

La production de coton en Afrique a fortement chuté entre 2004/05 et 2008/09 passant de 2 à 1,2 millions de tonnes. Un déclin surtout imputable aux pays producteurs de la Zone Franc (au premier rang, le Mali). Selon les objectifs et prévisions pour la campagne 2009/10 recueillis par CommodityAfrica, la production des 8 pays de la Zone Franc ne montrent pas de baisse significative de production, voire plutôt une hausse. Cependant, ce sont pour la plupart des objectifs de production. D'autre part, dans la majorité des pays on a observé un manque de pluie au moment des semis ne permettant pas dans certains cas d'ensemencer toute la superficie projetée, et pouvant abaisser les rendements. Les coûts des intrants sont aussi plus élevés pour cette campagne que pour celle de 2008/09, mais plusieurs gouvernements ont fait le choix de les subventionner en partie. En outre, les prix aux producteurs sont soit en hausse, soit maintenus au même niveau que la campagne 2008/09 (à l'exception du Mali et de la Côte d'Ivoire) alors que le prix du coton sur le marché international est plus bas qu'en juin 2008.

http://www.sequencemedia.com/africablog/component/option,com_b2evo/Itemid,26/blog,7/?title=perspectives_de_la_campagne_cotonniere_2&more=1&c=1&tb=1&pb=1

Coton – Côte d'Ivoire

Criblés de dettes, les paysans bradent les matériels agricoles

Abidjan.net, 31 août 2009

Sous la pression de la société cotonnière Ivoire coton, les producteurs ivoiriens dilapident leur patrimoine pour faire face aux remboursements de dettes estimées à 2,5 milliards FCFA. Le créancier dénonce une duplicité des paysans.

<http://news.abidjan.net/h/340734.html>

Cameroun

La Conac dénonce le détournement des fonds destinés à l'agriculture

Journal du Cameroun, 8 août 2009

Suite aux dénonciations de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs (ACDIC) révélant la corruption qui "mine" le ministère de l'Agriculture et du Développement rural au Cameroun, la CONAC (Comité Anticorruption) vient de publier un rapport qui valide ces propos. Bernard Njonga s'en félicite.

<http://www.journalducameroun.com/article.php?aid=2418>

Cacao - Cameroun

Le retour du cacao

Cameroon Tribune, 19 août 2009

Acculé par la chute des cours des matières premières des années 80 et 90 et ballotté par la libéralisation de la filière, le cacaoyer renaît au Cameroun. Avec le début de la commercialisation des fèves à grande échelle, ce mois fait de nouveau planer de grands espoirs dans les bassins de production. Après avoir stagné autour de 100 000 tonnes depuis les années 60, la production a franchi la barre symbolique des 200 000 tonnes au cours de la précédente campagne.

<http://www.cameroon-tribune.net/article.php?lang=Fr&oled=j19082009&idart=56388&olarch=>

Riz - Sénégal

Organisation de la filière riz : les importateurs prônent une meilleure régulation du secteur

Le Soleil, 20 août 2009

Le Mouvement des importateurs et commerçants des denrées de première nécessité (Mic/Dpn) plaide pour l'organisation des filières rizicoles au Sénégal (importations et productions locales). Comme cela se fait maintenant avec la production locale d'oignon, le Mic/Dpn propose que les importations de riz soient interdites, le temps d'écouler la production locale.

http://www.lesoleil.sn/article.php3?id_article=50154

Transformation des produits agricoles – Burkina Faso

Nouvelle usine de transformation de maïs : une réponse à la valorisation des céréales locales

Lefaso.net, 14 août 2009

La société de meunerie et d'emballage de légumes secs vient de mettre à la disposition du consommateur burkinabé, une unité de transformation du maïs. D'un coût d'investissement estimé à 234 millions de FCFA, l'usine a une capacité de production de 9 000 tonnes de maïs par an. Selon le patron de l'usine, dans un contexte d'évolution des modes de consommation alimentaire, la conquête de parts de marché pour les céréales locales passe par leur transformation : « L'objectif est triple : offrir un débouché aux producteurs pour améliorer leurs revenus, contribuer à la valorisation des ressources locales du Burkina et à la limitation des importations de produits agricoles, et mettre à la disposition de la clientèle des produits locaux de bonne qualité et compétitifs ».

<http://www.lefaso.net/spip.php?article32803>

Agro carburant – Burkina Faso

Le défi de la maîtrise du biocarburant sera-t-il une réalité ?

San Finna, 20 août 2009

Les débats suscités par l'introduction de la culture de jatropha au Burkina Faso ont amené des journalistes à faire une descente sur le terrain pour constater la réalité de la situation. Dans les champs de jatropha visités, ils ont constaté que le jatropha cohabite bien avec des cultures vivrières et même de rente. Néanmoins, aujourd'hui de nombreuses voix s'élèvent pour dénoncer les cultures d'agro carburants dans les pays du Sud car celles-ci sont parfois réalisées sur des terres arables d'où provient l'essentiel de la production agricole destinée à l'alimentation.

<http://www.sanfinna.com/avuepays6.htm>

Foncier - Mali

La Libye s'accapare des terres rizicoles maliennes

Via Campesina, 17 août 2009

Un nouvel exemple d'accaparement des terres de petits paysans par des grandes entreprises nationales et étrangères au Mali. Après avoir investi dans divers secteurs économiques au Mali et en Afrique, ces entreprises nationales ou multinationales se rabattent aujourd'hui sur la terre. Cela, à l'image de Malybia, une entreprise libyenne à qui le gouvernement du Mali, dans sa politique de promotion des investissements privés dans la production rizicole, a octroyé 100 000 hectares dans la zone Office du Niger.

http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=432&Itemid=1

Foncier – Sénégal

Mamadou Cissokho du CNCR : « la question foncière doit être analysée en terme de terres agricoles utiles »

APS, 17 août 2009

Pour le président d'honneur du Conseil national de concertation des ruraux (CNCR) la question de la disponibilité foncière ne doit pas être analysée en terme de superficie mais de "terres agricoles utiles".

http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=58999

Politique agricole

Le programme régional d'investissement agricole validé

Sudonline, 6 août 2009

Le document régional de synthèse du Programme régional d'investissement agricole (Pria/Cedeao) a été adopté à l'issue d'un atelier tenu à Dakar. Une kyrielle de recommandations s'en est suivie pour indiquer les voies d'un meilleur développement des filières agricoles et la promotion des marchés.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article19788>

Des besoins urgents de 700 milliards sur trois ans

Sudonline, 13 août 2009

Le Sénégal a tenu en août un atelier de validation du Programme national d'investissement agricole (Pnia). Les besoins de financement urgent de ce programme qui entre dans le cadre de la Politique agricole de la Cedeao (Ecowap) et du volet agricole du Nepad (Pddaa) sont estimés à près de 700 milliards de FCFA pour les trois premières années.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article19914>

LOA - Sénégal

Le ministère du Développement rural, voie indiquée pour la mise en oeuvre de la Loi d'orientation, juge Mamadou Cissokho

APS, 16 août 2009

La création d'un ministère du Développement rural est la voie la plus indiquée pour mettre en oeuvre les conclusions de la Loi d'orientation agro-sylvopastorale (LOASP), datant de 2004, souligne Mamadou Cissokho, le président d'honneur du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR). Selon lui, la principale difficulté notée pour la mise en oeuvre effective de cette LOASP est liée au fait que les questions et les différents domaines qu'elle prend en charge dépendent de plusieurs ministères.

http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=58993

Agriculture - Mali

Agriculture malienne : Le développement du monde rural

Maliweb, 10 août 2009

Pour permettre au Mali de mieux valoriser son potentiel agricole, jusque là sous-exploité, il est impérieux de moderniser ce secteur à travers une meilleure structuration des filières agricoles. Cela devra nécessairement passer par la fourniture d'informations stratégiques sur les systèmes de production, par le renforcement de l'offre de services aux producteurs, mais aussi par l'accroissement de l'offre de financement du secteur rural. Cette année, le pays a bénéficié du soutien de la Banque Mondiale pour la concrétisation des objectifs du Cadre stratégique de croissance et de réduction de la pauvreté qui sont, entre autres, d'assurer la sécurité alimentaire et la promotion des exportations horticoles, de moderniser l'agriculture familiale et de développer les agro-industries et les infrastructures de production.

<http://www.maliweb.net/category.php?NID=48900&intr=>

Crise alimentaire

« N'attendons des OGM aucun miracle »

Sudonline, 16 août 2009

Un an après la crise alimentaire et la montée brutale des prix du pétrole, force est de reconnaître que les pays du Nord et du Sud ne sont pas encore à l'abri d'un nouveau séisme alimentaire lié à l'épuisement des terres arables, au réchauffement climatique et à la hausse brutale des prix du brut. Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation, depuis le 1er mai 2008, poste auquel il a succédé au Suisse Jean Ziegler, Olivier De Schutter revient sur les questions qui ont fait l'actualité en 2007, 2008 et 2009.

<http://www.sudonline.sn/spip.php?article19928>

Lorsque le marché alimentaire ne produit pas assez de nourriture : les leçons à tirer de la récente flambée des prix des aliments

Inforessources, Focus n°1/09

Plus d'une année après la flambée des prix des aliments sur le marché international, le débat sur la sécurité alimentaire reste encore d'actualité. En effet, s'il est vrai que les évolutions récentes des prix des produits alimentaires sur les marchés ont montré un retour aux prix d'avant 2008, on constate en revanche que le système alimentaire mondial présente toujours un déséquilibre entre l'offre et la demande, qui menace sérieusement la sécurité alimentaire d'une grande partie de la population mondiale. Ce document apporte un éclairage sur cette situation : il présente les déterminants et conséquences de la hausse des prix des aliments et propose un certain nombre de mesures et normes qui pourraient être prises pour limiter les impacts de la crise alimentaire mondiale.

http://www.inforessources.ch/pdf/focus09_1_f.pdf

Commerce ACP - UE

Enjeux du commerce ACP - UE dans le secteur agricole et de la pêche : Compendium 2009

CTA, août 2009, 513 p., 6.48 Mo

Cet ouvrage est un recueil des analyses publiées sur le site Agritrade en 2008. Les questions commerciales agricoles sont abordées de façon factuelle et non partisane. Trois catégories de documents d'analyse sont présentées. La première catégorie regroupe des notes de synthèse qui analysent les implications de différentes politiques et développements sur le commerce ACP-UE (négociations d'APE, accord à l'OMC sur l'Agriculture, réforme de la PAC et de la politique commune dans le secteur de la pêche, sécurité des denrées alimentaires, etc.). La seconde catégorie rassemble des analyses de type sectoriel examinant les incidences de ces différentes politiques sur les principales productions agricoles ACP (bananes, sucre, coton, etc.). Enfin, la dernière section regroupe des notes décryptant des développements récents et leurs impacts sur les ACP (la crise des prix alimentaires, les questions controversées des APE intérimaires, etc.).

http://www.anancy.net/documents/file_fr/Compendium_rapport_FRbr.pdf

Développement

La CNUCED recommande davantage de privatisation du coton au Mali

IPS, 14 août 2009

Le Mali veut mettre en place une politique commerciale qui prenne en compte les objectifs de développement et de réduction de la pauvreté. Il a pour ce faire sollicité l'aide de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Cnuced) dont les études ont abouti à de nombreuses recommandations qui pour l'essentiel invitent le gouvernement malien à développer et moderniser le secteur agricole pour transformer les matières premières en produits ayant une valeur ajoutée plus forte. Pour la Cnuced, la réalisation de cet objectif nécessitera le développement d'infrastructures, de moyens de communications et de télécommunications, et la définition d'un régime foncier adapté pour les terres irriguées. Elle suggère également la poursuite de la privatisation de la société cotonnière nationale.

<http://ipsinternational.org/fr/note.asp?idnews=5444>

Changement climatique

Les agricultures paysannes, victimes et acteurs incontournables de la lutte contre le changement climatique

AVSF, août 2009

Ce texte est destiné à préciser les positions de l'association française Agronomes et Vétérinaires sans frontières (AVSF) sur le rôle des agricultures paysannes et leurs innovations dans la lutte contre le changement climatique ou d'ores et déjà s'adapter à ses conséquences. Il s'appuie sur différentes références de terrain, puisées dans les projets d'AVSF mis en oeuvre sur le changement climatique en Afrique, en Amérique Latine, en Haïti et à Madagascar.

http://www.avsf.org/fr/article.php?rub_id=23&art_id=1694

Crise sanitaire

Crise économique et crises sanitaires : contagion et amplification à double sens

Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche (France), juillet 2009

80% des maladies émergentes sont des maladies animales transmissibles à l'homme (zoonoses). Or, les épidémies humaines et animales révèlent l'interdépendance technique et économique entre les pays du Sud et du Nord. Il est donc nécessaire de poursuivre les efforts financiers et techniques d'appui aux pays en développement et émergents dans leur lutte contre les maladies, non seulement par souci de solidarité mais également pour des raisons sanitaires.

[http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/prospective-
evaluations/publications9108/repertoire-notes-
veille/downloadFile/FichierAttache_24_f0/Note_veille_24.pdf](http://agriculture.gouv.fr/sections/thematiques/prospective-evaluations/publications9108/repertoire-notes-veille/downloadFile/FichierAttache_24_f0/Note_veille_24.pdf)

*Bulletin de veille coordonné par Joel Teyssier.
Remerciements au réseau des veilleurs en ligne.*

Si vous avez des ressources intéressantes, n'hésitez pas à les partager : écrivez nous à veille@inter-reseaux.org

Vous êtes 5500 abonnés à nous lire !

Merci de penser à nous signaler si vous publiez ce bulletin de veille sur votre site internet. Vous pouvez vous inscrire sur le site d'Inter-réseaux (formulaire en bas à gauche sur la page d'accueil du site).

Inter-réseaux, le 20 août 2009

Avec le soutien de : AFD